

Gilles Richard, *Histoire des droites en France de 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2017, 634 p.

Charles Lenoir



L'ouvrage de Gilles Richard se place délibérément dans une actualité contradictoire. Alors que les droites n'ont jamais semblé autant hégémoniques qu'en ce début de XXI^e siècle, le clivage entre droite et gauche n'a jamais paru aussi proche de la disparition. Le contexte politique actuel est en effet caractérisé par une déferlante des droites à l'échelle européenne, voire même globale, qu'attestent des résultats électoraux en progrès depuis plusieurs années tout comme le triomphe de leurs idées, au point que l'on puisse parler, pour reprendre le vocable de Gramsci, d'une véritable hégémonie culturelle. La France est tout autant concernée et c'est ce que résume Gilles Richard à travers l'idée que les deux familles qui dominent désormais la vie politique sont les libéraux et les nationalistes, chacune s'ancrant à droite (p. 15). Pourtant, cette nouvelle histoire des droites aurait pu être ébranlée

par une actualité politique la prenant de court avec les résultats de l'élection présidentielle de 2017, marquée par le succès de la stratégie d'Emmanuel Macron de remise en cause du clivage gauche-droite qui « a cessé aujourd'hui d'organiser la vie politique française, même si nombre de citoyens et de citoyennes continuent de se revendiquer "de gauche" (p. 543). » L'habileté de l'auteur réside justement dans sa capacité à saisir cette contradiction et à la replacer dans le temps long.

À travers cette synthèse inédite, il s'agit surtout de remettre en perspective une grille de lecture qui domine l'analyse de la droite – ou plutôt des droites – française depuis plus de six décennies, à savoir celle établie par René Rémond et sa fameuse *Droite en France de 1815 à nos jours*, actualisée trente ans plus tard avec *Les Droites en France*¹, affirmant cette fois la diversité de cet ensemble dès le titre de l'ouvrage. À l'image de son inspirateur et ancien directeur de thèse, Gilles Richard reconnaît la pluralité des droites et la validité du clivage gauche-droite dans la structuration de la vie politique française depuis la fin de l'épisode révolutionnaire et napoléonien. Cependant, il assume d'emblée son désaccord sur la continuité des trois traditions – légitimiste, orléaniste, bonapartiste – mises au jour par René Rémond et utilisées depuis, de manière récurrente, par les commentateurs de la vie politique pour analyser le paysage à droite². L'auteur préfère de son côté mettre en avant une

¹ René Rémond, *La droite en France de 1815 à nos jours : continuité et diversité d'une tradition politique*, Paris, Aubier, 1954 ; René Rémond, *Les droites en France*, Paris, Aubier, 1982.

² À titre d'exemple pour la primaire de la droite et du centre de 2016 : Hervé Le Bras, « Le retour des trois droites », *Le Monde*, 30 novembre 2016.

approche par famille politique, en en distinguant une quinzaine depuis 1815, dont huit se situent à droite : légitimistes, orléanistes, bonapartistes, libéraux, nationalistes, démocrates-chrétiens, agrariens et gaullistes. Ces familles s'avèrent irréductibles l'une à l'autre même si elles peuvent faire l'objet de transferts entre elles (p. 448). Raisonner en termes de familles politiques lui évite l'écueil de forcer l'application des traditions rémondiniennes à un contexte où leur validité est contestable, tout comme celui d'un décryptage vain du spectre politique à travers des nuances de droite et de gauche, extrêmes ou non, qui ne permettent pas de saisir leur essence profonde. La force de l'ouvrage de Gilles Richard est en effet sa volonté de donner du contenu aux différentes tentatives de catégorisation dont fait l'objet la vie politique française.

L'autre axe fondamental du livre est sa réinterprétation du clivage entre droites et gauches, permettant à la fois de s'inscrire dans la continuité de la pensée de René Rémond tout en la dépassant. Si ce dernier a reconnu la nécessité fonctionnelle de cette division fondamentale et sa permanence malgré l'évolution des enjeux, ceux-ci restent insuffisamment définis. Gilles Richard s'emploie à pallier ce manque en distinguant trois axes dominants dans la structuration du clivage gauche-droite. Le premier remonte à la Révolution française et s'articule autour de la question religieuse par la fracture politique que constitue le vote sur la Constitution civile du clergé. Cette question religieuse se politise en entraînant dans son sillage de larges pans de la société, divisant la France entre « bleus » révolutionnaires et « blancs » réfractaires, et ne se soldant que par la mise en place de la Séparation de l'Église et de l'État en 1905. Elle s'imbrique complètement avec la question du régime politique, les républicains se plaçant dans la promotion du nouvel ordre des choses, tandis que les partisans de la monarchie et de l'Église se crispent sur les piliers d'un ordre ancien progressivement miné. L'achèvement de la querelle religieuse laisse place à une nouvelle substantification du clivage binaire fondamental avec la question sociale. L'auteur place la rupture en 1906, date de la première tentative de grève générale qui révèle l'opposition entre les partisans de la République libérale et ceux de la République sociale, mouvement ouvrier en tête. Cette division renouvelée entre droite et gauche triomphe véritablement lors de la victoire du Front populaire amenant au pouvoir une coalition dominée pour la première fois par les partis ouvriers. Enfin, le troisième clivage s'incarne dans la question nationale qui s'impose dans le paysage politique à partir des années 1980. Plus qu'une recombinaison de la division entre droite et gauche, il est surtout le point de friction entre deux familles politiques de droite : les libéraux et les nationalistes. La question sociale s'est progressivement estompée, au profit d'enjeux dans lesquels les gauches ont toutes les peines à se reconnaître, les laissant dans un état de fragilité inédit dans l'histoire contemporaine. Cependant, même si ces trois questions centrales successives ont structuré la vie politique française, elles ne peuvent toutefois englober toutes les problématiques ayant agité les deux derniers siècles. Elles s'articulent donc à des enjeux secondaires mais ayant toute leur importance : les mutations du monde paysan conduisant à l'agrarisme, la débâcle de 1940 donnant naissance au gaullisme ou encore la dégradation croissante de l'environnement poussant sur le devant de la scène l'écologie politique.

Afin de nourrir les deux idées forces de son ouvrage – un clivage binaire de la vie politique structuré autour d'une question fondamentale et l'existence d'une quinzaine de familles politiques irréductibles l'une à l'autre depuis 1815 –, l'auteur traverse avec

minutie les deux derniers siècles de notre histoire politique. Sa démarche chronologique s'organise en quatre temps où il n'hésite pas, là encore, à prendre de la distance avec les ruptures temporelles traditionnelles. Si la première partie de l'ouvrage se place dans une approche séquentielle classique par une revue des droites tout au long du XIX^e siècle jusqu'à la rupture de la Première Guerre mondiale, Gilles Richard fait par la suite preuve de plus d'audace. Il segmente le reste de notre histoire en blocs trentenaires (quarantenaire pour le dernier) dont il démontre la cohérence. À une deuxième partie sur l'entre-deux-guerres (1914-1944), où le choc du conflit mondial conditionne la vie politique jusqu'au second affrontement planétaire, succède une troisième qui s'étend sur les trente années suivant la Libération (1944-1974), période qu'il connaît très bien pour en avoir fait l'objet de sa thèse sur le Centre national des indépendants et paysans (CNIP)³. Cette période cruciale – la plus développée de l'ouvrage – est aussi celle où l'auteur analyse le plus en détail les dynamiques à l'œuvre dans l'histoire des droites, à savoir la recomposition permanente de ces dernières, mais aussi la difficulté qu'elles ont à surmonter leurs divisions. La question semble se poser différemment pour le dernier temps de sa démonstration qui part de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing et s'étire jusqu'à nos jours. L'année 1974 devient un point de rupture ouvrant sur une période marquée par l'hégémonie politique des libéraux. Gilles Richard n'hésite pas à affirmer que cette hégémonie continue de durer, au point de contaminer les forces de gauches – le Parti socialiste notamment – avec un néolibéralisme économique qui achève de les couper de l'histoire des gauches (p. 514). Dès lors, les droites paraissent prépondérantes dans le jeu politique, même si elles demeurent divisées, au point que leur morcellement se présente comme le nouvel axe de segmentation du champ politique français.

Cette somme audacieuse laisse toutefois poindre certaines réserves, partiellement liées aux partis pris de l'ouvrage. La synthèse proposée laisse en effet une place centrale à l'analyse des formations politiques au cœur de l'histoire des droites depuis 1815. Elle répond à l'objectif de montrer les limites de l'histoire culturelle du politique, source du renouvellement de l'histoire politique il y a plus de trente ans, mené entre autres par René Rémond lui-même. Cette position, Gilles Richard la justifie par la nécessité de la conquête et de l'exercice du pouvoir, raison d'être des groupes et formations politiques, justifiant dès lors que l'on s'y arrête. Cependant, nous pouvons regretter que la centralité de ces derniers ne permette pas d'aller assez loin sur l'activisme militant, en particulier du côté des femmes, souvent évoquées de manière trop allusive. La question du militantisme féminin est pourtant un objet d'étude en croissance, surtout pour des formations placées plutôt à droite comme l'attestent les travaux de Bruno Dumons ou de Magali Della Sudda, ou encore une riche historiographie anglo-saxonne dont, à titre d'exemple, l'ouvrage de Caroline Campbell sur les Croix-de-feu⁴. Par ailleurs, certaines pages laissent sentir l'ombre

³ Gilles Richard, *Le Centre national des indépendants et paysans de 1948 à 1962, ou L'échec de l'union des droites françaises dans le parti des modérés*, Thèse d'Etat, Institut d'études politiques, Paris.

⁴ Bruno Dumons, *Les dames de la Ligue des femmes françaises, 1901-1914*, Paris, Éditions du Cerf, 2006 ; Magali Della Sudda, *Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie: socio histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises (1902-1933) et de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919)*, Thèse de doctorat, Università degli studi La Sapienza, 2007 ; Caroline Campbell, *Political Belief in France, 1927-1945 : Gender, Empire, and Fascism in the Croix de feu and Parti social français*, Baton Rouge,

encore pesante de René Rémond, reprenant, à titre d'exemple, l'idée d'un exil intérieur et d'un retour dans leurs campagnes des légitimistes après 1830, alors que cette lecture historique a été depuis fortement nuancée⁵. Enfin, certaines observations méritent d'être relativisées à la lumière de l'actualité la plus récente, postérieure au moment de la publication de l'ouvrage. À l'idée d'une mort de la République gaullienne incarnée dans un chef au-dessus des partis, notamment par la mise en place de primaires citoyennes ouvertes, le résultat de l'élection présidentielle 2017 apporte un sévère démenti. L'affirmation de l'effacement du clivage gauche-droite mérite elle aussi d'être nuancée, car la résilience de cette division fondamentale de la vie politique française et le rôle d'identificateur qu'il continue de jouer vont dans le sens d'une possible réaffirmation de celui-ci, autour d'une nouvelle division fondamentale, que ce soit d'une question sociale renouvelée (après tout, le thème des inégalités reste un enjeu politique crucial) ou d'un besoin d'écologie politique de plus en plus pressant face aux enjeux environnementaux actuels.

L'ouvrage de Gilles Richard n'en demeure pas moins stimulant intellectuellement, apportant une relecture des événements qui n'hésite pas à égratigner les totems historiographiques pour rendre l'histoire politique à sa vocation première, celle d'une compréhension de la conquête et de la conservation du pouvoir. Il profite aussi de l'occasion pour lancer des pistes sur les chantiers à venir dans l'étude des droites, que ce soit durant les guerres mondiales ou encore Mai 68. Depuis *Histoire des droites en France* sous la direction de Jean-François Sirinelli⁶ au début des années 1990, il n'y avait plus eu de synthèse portant sur l'intégralité des XIX^e et XX^e siècles pour cet ensemble de l'échiquier politique français. Gilles Richard relève le défi avec audace et pose les jalons d'une histoire très politique des droites qui ne demande qu'à se renouveler. Espérons que son appel sera entendu.

Louisiana State University Press, 2015.

⁵ Hugues de Changy, *Le mouvement légitimiste sous la monarchie de Juillet : 1833-1848*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004 ; Olivier Tort, « Les stratégies des légitimistes sous le Second Empire ou le triomphe de l'irrésolution », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 13 octobre 2008, HS 4, p. 116-131.

⁶ Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*, 3 vol., Paris, Gallimard, 1992. Nous pouvons aussi évoquer *La guerre des droites* de Mathias Bernard, mais cet effort de synthèse ne prend en compte l'histoire des droites qu'à partir de l'affaire Dreyfus : Mathias Bernard, *La guerre des droites : droite et extrême droite en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Odile Jacob, 2007.